

original: DY

dodis.ch/66224

kopien : BRF KE SRU NF KT CAF GRN SIN SI VSG HO WER SFR
BJO KJ AY WOK FMD KUR SUT GH CM LA RIA LTJ BOD
RAE

kopie nach kenntnisnahme vertraulich vernichten!

kuala lumpur, 18.02.1993

11.00

006-hhhhh

copies envoyees directement par radio a bangkok, jakarta, manille
confidentiel
rp no. 2 -ct et singapour

pcur: secretariat politique

politique interieure, le p.m. mahathir consolide son au-
torite.

des son arrivee au pouvoir en 1981, le p.m. mahathir s'est
employe a diminuer le role de la monarchie. le p.m. fait
valoir que l'unite de la malaisie necessite un leadership
fort et dynamique. en 1983, apres d'apres negociations, il
obtenait un premier succes. en vertu d'un amendement a la
constitution le roi a encore le pouvoir de retarder, mais il
ne peut plus empecher l'entree en vigueur des lois adoptees
par le parlement.

actuellement une nouvelle epreuve de force est engagee entre
la monarchie et le gouvernement. appuye par le front
national (2/3 du parlement) et une partie de l'opposition,
le p.m. entend retirer aux monarques (neuf sultans dont le
roi) une partie des immunités qui leur sont octroyees par la
constitution.

une nouvelle bevue du sultan de johor lui a donne l'occasion
de prendre cette initiative. recemment, le sultan rossait
l'entraineur d'une equipe de hockey sur gazon qui s'etait
permis de critiquer l'intrusion du palais dans les affaires
de l'association de hockey. le sultan est connu pour ses
ecarts de conduite. en 1977, condamne pour homicide, il
avait obtenu le pardon de son pere. quelques annees plus
tard, alors qu'il etait roi de malaisie, il avait frappe a
mort son caddie d'un coup de club de golf.

pour mettre fin a de tels abus le gouvernement prevoit
plusieurs amendements a la constitution. dorenavant les
sultans pourront etre poursuivis en justice pour les
infractions commises a titre personnel et ils n'auront plus
la faculte de pardonner les crimes commis par les membres de
leur famille. en outre les parlementaires seront autorises a
discuter de la conduite des sultans.

a la majorite des deux tiers les deux chambres du parlement

18.02.93 10.00h -o- cf

Dodis



ont accepte les amendements. par contre, les 9 sultans les ont rejetes a l'unanimité, ils demandent des attenuations au projet et un temps de reflexion.

contrarie par les atermoiements des sultans le p.m. a decide d'aller de l'avant en se fondant sur l'amendement de 1983. le statut de la monarchie est protege par un article de la constitution qui prevoit que toutes les lois qui affectent les privileges des monarques doivent etre approuvees par la conference des sultans. dans une declaration aux mass-medias le p.m. a declare qu'il se voyait force d'arrender la constitution pour proteger la population des abus des sultans, ajoutant qu'un pays democratique et moderne comme la malaisie ne pouvait plus tolerer des lois feodales. enfin il recusait les critiques des monarchistes l'accusant de vouloir remplacer la monarchie constitutionnelle par une republique dont il deviendrait le premier president. pour les observateurs la monarchie constitutionnelle n'est pas remise en cause, du moins pas pour le moment. il en va differemment pour les sultans qu'on accuse de negliger leur role de protecteur de l'islam pour s'interesser uniquement a leurs interets et privileges personnels.

des apres le rejet des amendements par les sultans, le gouvernement a lance une campagne de presse (les journaux sont presque exclusivement controles par les partis du front national) devoilant les extravagances des sultans jusqu'ici interdites de publication par le "sedition act". plusieurs quotidiens ont par exemple publie qu'un sultan possedait un elevage de 200 chevaux de polo qu'il logeait dans des ecuries a air conditionne, alors que la climatisation est encore un luxe inabordable pour beaucoup de malaisiens.

en meme temps le gouvernement central a decide d'abolir avec effet immediat tous les privileges non prevus par la constitution (suites royales dans les hopitaux, frais d'entretien et de pilotage de leurs avions, helicopteres, yachts prives, etc.) ce qui, selon le ministre des finances, permettra d'economiser mr 200 millions par an.

la majorite des malaisiens souscrivent aux decisions du p.m. de restreindre les abus de pouvoir et le train de vie extravagant des sultans, ils lui reprochent par contre ses methodes draconiennes, peu en harmonie avec la voie malaise du compromis. l'opinion publique a par exemple ete choquee par la decision du p.m. de ne plus transmettre au roi les comptes-rendus hebdomadaires du cabinet parce que pas prevue par la constitution. le roi actuel, contrairement a certains sultans, jouit de l'estime generale des ethnies (malais, chinois et indiens) qui peuplent la malaisie.

mais pour les observateurs ce n'est pas tellement pour proteger les citoyens contre les abus de certains sultans que le gouvernement est intervenu. a leur avis il y a deux raisons plus profondes. d'abord il existe un sentiment anti-monarchique parmi certains leaders politiques. deuxiemement les sultans prennent une place trop importante dans les affaires economiques ce qui porte ombrage a l'umno. il est de notoriété publique que ce parti, au pouvoir sans interruption depuis l'indépendance de la malaisie en 1957, - 1/.

est devenu immensément riche grâce à des passe-droits. L'umno contrôle la presse écrite, la chaîne de télévision indépendante (les deux autres chaînes sont contrôlées par le gouvernement), plusieurs banques et compagnies d'assurances importantes ainsi que la plupart des grands projets de développement du pays. Ces dernières années plusieurs ministres ont été impliqués dans des scandales financiers. D'aucuns préconisent que le "printing and publication act" qui les met à l'abri des tribunaux devrait être amendé également.

Après deux mois de litige, alors qu'une crise constitutionnelle semblait inévitable, le gouvernement et les sultans viennent d'annoncer la signature d'une déclaration commune comprenant les amendements annoncés par le gouvernement ainsi que quelques modifications préconisées par les sultans mais non encore divulguées. Ce nouveau projet sera discuté très prochainement au parlement puis soumis à la signature du roi.

La nouvelle a été accueillie avec un soupir de soulagement en Malaisie même si la question n'est pas encore définitivement réglée. La stabilité politique, condition sine qua non de la réussite économique de la Malaisie, est sauvée. Pour le P.M. cela signifie une victoire sur ses adversaires politiques, notamment sur le parti d'opposition Semangat 46 présidé par son archirival le prince Razaleigh Hamzah (oncle du sultan de Kelantan) qui avait pris fait et cause pour la monarchie.

Le P.M. voit aussi son autorité renforcée dans le litige qui l'oppose au président du parti d'opposition PBS (Parti Bersatu Sabah) et chef ministre de l'état fédéré de Sabah. Les relations déjà peu chaleureuses avec cet état à majorité chrétienne se sont détériorées lorsque le chef ministre de Sabah, Datuk Joseph Pairin Kitigan, a décidé de quitter la coalition nationale pour passer à l'opposition avec son parti PBS peu avant les élections générales de 1991. Depuis lors les pressions politiques et économiques s'accumulent sur le chef ministre et son gouvernement. Datuk Joseph Pairin Kitigan doit comparaître en justice pour avoir octroyé en 1985 un contrat de construction à une compagnie dont l'un des actionnaires lui est apparenté. Son frère Joffrey Kitigan est détenu sans jugement depuis plus d'un an en vertu de la loi d'exception "Internal Security Act" pour présomption d'activité subversive. Les prestations fédérales prévues par la constitution pour le développement de l'état sont retardées, les exportations, source importante de revenus, ont été interdites récemment par le gouvernement central. Pour les observateurs le gouvernement central met tout en œuvre pour renverser le chef ministre. Il ne peut tolérer qu'un état fédéré soit dirigé par un chrétien, qui de plus a passé dans l'opposition.

Le P.M. a également maille à partir avec l'umno dont il est le président. Lors de la dernière conférence annuelle du parti en novembre dernier deux blocs se sont formés. L'un est conduit par l'actuel ministre des finances, l'autre par son prédécesseur. En prévision des élections internes qui auront lieu fin 1993, le P.M. a insisté sur l'imperieuse

nécessité de préserver l'unité du parti qui comprend presque exclusivement des malais (Bumiputra).

en 1987 le p.m. avait survécu de justesse à une scission du parti. aujourd'hui son leadership est incontesté mais d'aucuns spéculent sur un retrait pour des raisons de santé (importante opération cardiaque en 1989). parmi les successeurs potentiels figurent les trois vice-présidents de l'umno: les ministres des finances, des affaires étrangères et de l'agriculture. le ministre des finances, dato' seri anwar, qui avait obtenu le plus important nombre de votes pour la vice-présidence en 1990 est, selon la presse, le favori du p.m.

cependant les observateurs sont d'accord pour dire que, sauf un accident de santé, le p.m. briguera, sans opposition, un nouveau mandat en fin d'année. considéré comme le principal artisan de la réussite économique de la Malaisie, le p.m. mahathir tient fermement les rênes du pouvoir.
cuennet+

ambasuisse